

Forum régional sur le développement durable – 13 et 14/03/2024

Compte-rendu du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

La [Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe \(CEE-ONU\)](#) a organisé les 13 et 14 mars 2024 le Forum régional sur le développement durable, événement annuel qui met les ODD au cœur des enjeux soulignés, au croisement de la coopération économique et de la transition écologique.

Lors de la session introductive, **Mme Amina Mohammed**, vice-secrétaire générale des Nations Unies, a salué l'initiative de la CEE-NU et montré qu'à titre personnel, elle s'engageait résolument pour l'action en faveur des ODD. Elle a rappelé également l'engagement du Secrétaire général des Nations unies (SGNU) et combien il était utile que la commission régionale contribue au [Forum politique de haut niveau](#) qui se tiendra à New York en juillet prochain.

La Secrétaire exécutive de la CEE-NU, **Tatiana Molcean**, a en retour remercié New York pour son soutien. Elle a renouvelé le souhait que ce forum puisse aider à construire des solutions concrètes dans les pays, en favorisant les échanges, mais a regretté que le progrès sur les ODD soit parfois décevant, et a noté en particulier qu'il y avait de trop nombreux indicateurs, difficiles à remplir pour tous les pays.

Les deux pays qui coprésidaient le forum, République tchèque et Arménie, sont ensuite intervenus pour lancer les travaux.

Parmi la série d'interventions politiques, on retiendra notamment, l'Ukraine (fortement applaudie), qui est intervenue pour dénoncer l'agression russe, tout en mettant en avant les efforts réalisés par le pays malgré la guerre – à noter en particulier, le lien entre les exportations de blé et la sécurité alimentaire internationale.

Plusieurs sessions se sont ensuite déroulées en parallèle, consacrées aux différents ODD. Chaque année, 5 ODD sont passés en revue. **Cette année, il s'agissait des ODD 1 (pauvreté), 2 (faim), 13 (climat), 16 (paix) et 17 (partenariats).**

Concernant l'ODD 13 dédié au climat, une présentation du professeur **Crowther** (ETH Zûrich) a montré combien la biodiversité était utile pour accompagner nos efforts dans la lutte contre le changement climatique : des publications scientifiques avaient établi que les capacités de captage de CO₂ par les arbres pouvaient être divisées par deux dans les cas de monoculture, sans biodiversité. Il a indiqué des exemples concrets de plantation de café constituées de plusieurs placettes au milieu de la forêt amazonienne, pour lesquelles la biodiversité et un fonctionnement optimal de l'écosystème du sol permettent à la fois d'améliorer le captage du CO₂, de diminuer les besoins en eau et les besoins en pesticides. Il a également montré qu'il était important de ne pas planter des arbres n'importe où, de manière irréfléchie.

Parmi les pays qui sont intervenus: l'Arménie a évoqué des mesures concrètes au quotidien pour limiter les émissions, concernant les politiques d'achat, le système alimentaire, le transport ou encore le commerce. La République tchèque a insisté sur l'utilisation du numérique pour accompagner les progrès. **La France est intervenue pour promouvoir la logique de planification écologique, à laquelle tous les ministères ont contribué, ainsi que notre revue nationale volontaire en juillet 2023 - exercice qui avait associé étroitement les parties prenantes, et notamment la société civile.**

Plusieurs entreprises et ONG, désireuses d'accompagner la transition, ont plaidé pour une prise de conscience accrue et une synergie entre les différents acteurs au niveau national ou local. En filigrane il apparaissait le souhait que les pays responsables de la plupart des émissions montrent l'exemple d'une part, et d'autre part, développent des programmes d'assistance pour les pays les plus vulnérables. Une alerte a été émise par une ONG sur le fait que la prochaine COP29 en Azerbaïdjan aura lieu dans un pays producteur de pétrole, peu exemplaire pour le respect des droits de l'homme.

Le deuxième jour du Forum, une session mettait l'accent sur le sommet de l'avenir, avec participation des deux co-facilitateurs (Allemagne, Namibie) venus de New York. L'ambassadrice allemande a insisté sur le besoin de restaurer la confiance et sur la participation des jeunes. Elle a par ailleurs appelé à un renforcement du système financier, avec une architecture plus juste, ainsi qu'une évolution des missions de maintien de la paix. L'ambassadeur de Namibie a complété en évoquant la possibilité qu'un pays du Sud dispose d'un siège permanent au Conseil de Sécurité, et a par ailleurs insisté sur l'importance des outils numériques pour partager des données, aussi bien pour les ODD que pour favoriser une implication des citoyens ou pour limiter la corruption.

Cette mission est également intervenue sur ce thème, en insistant sur la nécessaire participation de la Genève internationale aux travaux du Sommet de l'avenir et en rappelant les initiatives de la France au niveau multilatéral, en premier lieu le pacte 4P ainsi que les sommets à venir sur l'eau, les océans ou l'intelligence artificielle.

La session de clôture du Forum a offert l'opportunité à plusieurs représentants de la société civile de s'exprimer, conformément au souhait de la CEE-NU. Il s'agissait à la fois d'ONG environnementales et motivées par le changement climatique, de représentants de minorités (les Roms), de militants pour la paix (association bouddhiste), et surtout de plusieurs représentants de la jeunesse, qui ont revendiqué leur légitimité pour participer aux débats politiques et construire des solutions.

A retenir : ce temps de concertation était doublement opportun :

1/ Opportun d'abord, car **il est important que la voix des acteurs genevois puisse s'exprimer. C'est la voix de l'expertise des agences**, celle des pays, celle de la société civile aussi, qui s'exprime avec force ici. Il est nécessaire que la plus-value de Genève soit prise en compte dans la préparation du Sommet de l'Avenir de septembre 2024

2/ Opportun ensuite, car **les attentes sur le Sommet de l'Avenir sont fortes**, dans un contexte où les Nations-Unies sont contestées.

A Genève, les agences onusiennes font chaque jour le constat du retard dans la mise en œuvre des ODD en vue de l'agenda 2030. Le financement **des multiples crises humanitaires** se fait chaque jour plus problématique. Enfin, la **réaffirmation de la centralité des droits de l'Homme**, est également un défi majeur, y compris dans leurs liens avec le climat, la santé, le numérique : en ce sens les droits de l'homme doivent irriguer les ODD.

Face à ces enjeux, le Sommet de l'Avenir ne doit donc pas être « un Sommet de plus » ; il constitue une formidable opportunité.

C'est pourquoi la France a proposé fin 2023 **le Pacte de Paris pour les peuples et la Planète**, avec un objectif simple et ambitieux : aider chaque Etat à concilier lutte contre le changement climatique et développement économique. Il appelle pour ce faire à un choc de financement durable en mobilisant tous les leviers : réforme des institutions financières internationales, traitement de la dette et mobilisation des acteurs privés.

La France prend toute sa part, non seulement par son effort financier, mais également en **mobilisant la communauté internationale autour d'objectifs concrets** :

- La France organisera le **One Water Summit** à New York en septembre, afin de porter les enjeux de la gestion durable de l'eau au niveau des chefs d'états.
- La France et le Costa Rica organiseront à Nice en juin 2025 la **3^{ème} conférence des Nations Unies sur les Océans** ;
- La France accueillera un **Sommet sur l'intelligence artificielle fin 2024**, pour une IA responsable et éthique dans toutes ses dimensions.

Pour préparer ces échéances, nous avons besoin d'un travail efficace entre les états – en synergie avec les OI et la société civile. Nous en avons également besoin pour préparer des accords internationaux en phase avec leur temps, pour protéger l'homme et la planète. Les échanges de ces deux jours sur les ODD illustrent largement la mobilisation de la Genève internationale à cet effet.